

Le bal des impérialismes

Géopolitique au 21^{ème} siècle

Étude ■ Nicolas Latteur ■ Novembre 2023



Plusieurs pays veulent transformer les rapports de forces entre nations à leur avantage. D'autres cherchent à maintenir leurs positions mises à mal par de nouveaux prétendants. Aucune grande puissance n'est capable seule de stabiliser les relations internationales. Il en résulte un déséquilibre systémique et d'énormes incertitudes alors que les urgences sociales et écologiques se font fortement ressentir. Quelles sont les reconfigurations ?

Des rapports sociaux internationaux

Le grand Etat mondial est impossible dans le système capitaliste car les Etats tentent de soutenir l'accumulation de « leurs » différents capitaux nationaux, y compris dans un contexte de forte transnationalisation du capital. L'enjeu est le contrôle de la circulation du capital sous toutes ses formes (capital-marchandise, capital-argent et capital productif) à travers les frontières de l'Etat-nation. Il y va de leur position relative au sein de la hiérarchie toujours mouvante qu'ils constituent.

Au sein du capitalisme, il ne peut donc exister un grand Etat mondial. Les dynamiques produites par les rapports sociaux de production capitalistes génèrent une structure géopolitique spécifique : un espace mondial à la fois homogène, fragmenté et hiérarchisé. Homogène car l'immense majorité des Etats sont acteurs de la mondialisation capitaliste. Fragmenté car les logiques de concurrence et de domination produisent des espaces très diversifiés qui n'occupent pas la même place dans la chaîne de production mondiale. Hiérarchisé car des Etats sont en mesure de davantage dicter leurs volontés à d'autres.

Les différents pouvoirs politiques que concentrent les Etats nationaux forment un système d'Etats dont les éléments composants entretiennent entre eux des rapports complexes : coopération, concurrence, rivalités, dépendance et subordination, affrontements, confrontations pouvant aller jusqu'au conflit armé. Les Etats-nations, acteurs majeurs de la mondialisation capitaliste, ne sont pas uniquement façonnés par la recherche d'accumulation et de contrôle de la circulation des capitaux. Les luttes entre les nations (les conflits internationaux) participent à leur donner un visage bien spécifique. Les enjeux de ces conflits sont toujours « leur position relative au sein de l'espace mondial. Il n'existe aucune nation dont l'histoire ne soit faite de conflits avec d'autres nations, le plus souvent voisines, mais quelquefois plus éloignées; conflits dont nombre de ses éléments constitutifs – son territoire évidemment, sa langue, ses institutions, son identité collective (la manière dont elle s'identifie, et d'abord à travers la mémoire de ces conflits), etc. – portent les marques de leurs issues, quelles qu'elles aient été. »¹

La nation est également le produit d'une histoire qui a rendu possible sa formation et sa reproduction. L'Etat en est à ce titre le résultat global et le principal instrument. Le travail qui permet de « faire nation » est celui qui rend possible la constitution d'un bloc social (un bloc national): « un système complexes de rapports entre ses différentes classes sociales, impliquant alliances, appuis, compromis entre elles, sous hégémonie d'une bourgeoisie nationale (ou d'une fraction de cette dernière) et auquel l'Etat national sert d'armature institutionnelle. Les rapports externes entre une nation et les autres nations dépendent donc aussi des rapports internes entre ses classes constitutives – et réciproquement d'ailleurs. »²

¹ Alain Bihl, « Sur les rapports sociaux et leur articulation », *Raison présente*, n°178, 2^e trimestre 2011.

² *Idem*.

Enfin, il n'est pas de nation sans nationalisme, c'est-à-dire sans fétichisme de la nation. Si cette dernière est le produit de l'histoire et des luttes, l'idéologie nationaliste va promouvoir un récit très différent, considérant le caractère éternel, sacré, naturel d'une nation et ses éléments constitutifs (son territoire, sa ou ses langues, ses institutions, son histoire et ses héros). Elle les placera au-dessus de tout. Sa préservation et sa survie exigera des sacrifices. Cette idéologie génère patriotisme et chauvinisme, et engendre tout aussi bien la xénophobie, pouvant aller jusqu'au racisme, en transformant les autres nations et leurs représentants en des êtres inférieurs de moindre valeur, voire en les excluant de l'ordre de l'humanité elle-même.

Des hiérarchies en perpétuelle confrontation

Pour conflictuelles qu'elles soient fondamentalement, les relations entre les multiples États au sein du système capitaliste n'en répondent pas moins à des principes de régulation. On trouvera en particulier :

- la reconnaissance réciproque de leur souveraineté, cette dernière étant définie comme la légitimité d'exercer le pouvoir sur un territoire donné et des populations
- le principe d'équilibre des puissances. Il interdit au plus puissant de l'être assez pour pouvoir dominer tous les autres à la fois. La coalition des plus faibles restant potentiellement toujours assez forte pour vaincre le plus fort.
- ces éléments contraignent la forme que va prendre la prédominance d'un État au sein du système capitaliste. Cette forme caractéristique sera celle de l'hégémonie, autrement dit « de la constitution sous sa conduite d'une alliance ou coalition des principaux États, lui permettant certes de réaliser ses intérêts propres tout en devant ménager plus ou moins ceux des autres membres de la coalition. »³

Comme le souligne le sociologue français Alain Bihr, il existe « une profonde analogie entre l'espace géopolitique du capitalisme (l'espace façonné par ce système, qui lui sert de cadre et de support) et le marché capitaliste. Sur ce dernier, de multiples capitaux à la fois s'attirent (ils s'entrelacent par des échanges dans le cours de leurs procès reproductifs respectifs, ils fusionnent et s'absorbent) et se repoussent (par la concurrence) jusqu'à se mettre à mort. A travers cette attraction et répulsion réciproques des capitaux singuliers, déterminant leur concentration et centralisation (donc la formation éventuelle d'oligopoles voire de monopoles), il se constitue une hiérarchie entre eux, les plus puissants (par la productivité supérieure du travail qu'ils mettent en œuvre, par les parts de marchés qu'ils s'assurent, par leurs appuis politiques, etc.) parvenant à se subordonner les moins puissants et même à vivre à leurs dépens. »⁴ Le marché capitaliste est donc un espace fragmenté par l'action de multiples capitaux qui se confrontent les uns aux autres, homogénéisé par les interactions qui se déroulent entre eux et hiérarchisé par ces mêmes interactions dans lesquelles les plus forts tendent à s'imposer et à se subordonner des capitaux plus faibles et plus dépendants. « Et c'est cette même structure faite de fragmentation, d'homogénéisation et de hiérarchisation à la fois que la reproduction globale du capital imprime à l'espace géopolitique dans lequel elle se déploie. »⁵

³ Alain Bihr, « Actualiser et complexifier l'approche marxiste de l'Etat », *alencontre.org*, 2 juin 2015.

⁴ *Idem.*

⁵ *Idem.*

Durant la première partie du 20^e siècle, les Etats-Unis ont succédé à l'Empire britannique comme puissance hégémonique⁶. Comment se perpétuent les alliances nouées pour assurer sa prédominance ? En quoi cette hiérarchie est aujourd'hui contestée et comment ? Comment les classes populaires parviennent-elles à faire de la géopolitique un champ qui n'est pas uniquement dicté par les grandes multinationales et les Etats-nations très puissants politiquement et militairement ? Dans ces espaces géopolitiques homogénéisés, fragmentés et hiérarchisés, quels sont les foyers de transformation ?

La Russie et la guerre en Ukraine

L'Ukraine est devenue l'épicentre des foyers de transformation des relations internationales. Elle a été au cœur des deux guerres mondiales du 20^{ième} siècle. Sans la population, l'agriculture et l'industrie ukrainiennes, la Russie n'aurait pas pu se hisser au rang de grande puissance. Et sans cette dernière puissance, l'Allemagne aurait dominé l'Europe.

La décision d'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine de février 2022 provoque une onde de choc qui va bien au-delà des relations entre les deux pays. « Avec le retour de la guerre de haute intensité, le continent européen perd son principal avantage comparatif dans la mondialisation, celui de la stabilité stratégique. »⁷

Mais revenons à l'invasion de l'Ukraine proprement dite. Elle relève selon l'historien des relations internationales français Thomas Gomart « moins d'un calcul stratégique que d'une fuite en avant par un régime en voie de fossilisation accélérée. »⁸

Les mémoires sont bien courtes dans nombre d'analyses contemporaines et passent sous silence au moins deux éléments fondamentaux. Premièrement, la guerre contre l'Ukraine a été déclenchée dès 2014 avec l'invasion puis l'annexion de la Crimée et l'extension du conflit dans les territoires du Donbass. A l'époque, les puissances française et allemande ne voyaient pas dans ces expéditions guerrières l'émergence d'un nouvel impérialisme mais la résurgence d'un vieux conflit local autour des russophones du Donbass notamment.

Deuxièmement, la nature du régime établi par Poutine est fortement négligée. On peut largement le qualifier de criminel. Il s'accompagne d'une autre guerre, menée de longue date contre la société russe écrasée par une répression féroce⁹.

Le positionnement de la Russie ne peut être apprécié pleinement au travers d'un indicateur comme le PIB (produit intérieur brut) car son économie a été positionnée notamment dans l'exportation de produits stratégiques, c'est-à-dire des biens indispensables au fonctionnement habituel de l'importateur. La Russie exerce une influence importante avec ses productions de pétrole, de gaz, de

⁶ Tariq Ali, *Churchill, sa vie, ses crimes*, La Fabrique, 2023.

⁷ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 12. Notons que si Thomas Gomart est souvent médiatisé et qu'il promeut la défense de la France et de son impérialisme, les données qu'il rassemble et son analyse des contradictions géopolitiques n'en sont pas moins instructives. Elles peuvent alimenter une compréhension critique des enjeux.

⁸ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 32.

⁹ François Bonnet, « Poutine, la guerre et le crime », *Revue du crieur*, 2022/2 (n°21), p. 5.

nucléaire, d'armes et de blé. Elle n'a certes pas la puissance des Etats-Unis ou de la Chine mais peut être comparée à des pays tels que l'Inde et le Brésil.

En outre, à la différence d'autres pays – même si on peine à déceler la traduction concrète de leurs engagements – la Russie n'envisage pas de se préparer à un monde post-carbone. Dans ses documents officiels, elle anticipe au contraire une augmentation de la demande de pétrole et de gaz. Elle envisage également des investissements massifs dans l'exploration et la production. Cette anticipation est cohérente avec sa réorientation vers les pays de l'Eurasie suite à la récession de 2009 en Europe.

L'Etat russe a repris en main les secteurs de l'énergie et de l'armement. Les sanctions occidentales de 2014 ne l'ont pas empêché de se maintenir au deuxième rang mondial des exportateurs d'armes. Ses principaux marchés sont la Chine, l'Inde et le Vietnam. Mais la Russie exporte également des armes en Afrique (Ethiopie, Soudan, Ouganda) ou en Amérique latine (Nicaragua, Venezuela). Ce qui lui permet d'exercer une influence politique via la coopération militaire.

Mais ces positions acquises pourraient être remises en cause. Les propres besoins de la Russie pour sa guerre en Ukraine sont pour partie inconnus. Les sanctions prises par l'Occident pourraient contrarier le développement technologique du secteur de l'armement, qui n'est pas hermétique aux composants importés de l'étranger. En outre, des pays tels que la Chine et l'Inde développent désormais leurs propres industries d'armement. Ils risquent même de devenir des concurrents tout comme la Turquie.

De longue date, le pouvoir russe a converti son appareil productif en économie de guerre. Cette dernière conditionne la survie du régime.

Quelles sont les évolutions possibles ? La Russie est désormais un pays mis en échec sur le plan militaire mais également lourdement sanctionné sur le plan économique. La traduction politique de cette situation reste indécise. Les mouvements de contestation sont bien présents et subissent une répression brutale. Dans sa politique internationale, sa perspective est celle de l'accélération de la désoccidentalisation des affaires mondiales. Mais cette logique peut la porter à dépendre fortement des points de vue économique et financier de la Chine et à subir une forme de vassalisation.

Il s'agit également d'apprécier les enjeux propres à la guerre en Ukraine menée par la Russie. Pour Alain Bihl et Yannis Thanassekos, « l'actuelle guerre en cours en Ukraine ne peut se comprendre et s'évaluer comme étant *seulement* (ce qui implique qu'elle est *aussi* !) un conflit entre la puissance impérialiste russe, cherchant à reconstituer l'espace de l'ancienne URSS voire celui de l'ancien Empire tsariste, et le jeune Etat-nation ukrainien né de l'éclatement de feu l'URSS ; elle met aussi en jeu un conflit interimpérialiste entre l'ensemble du bloc occidental, hégémonisé sous la conduite des Etats-Unis dans le cadre de l'Otan, et la Russie, qui trouve son origine dans la collision entre l'expansion du premier en Europe centrale et orientale et la remontée en puissance de la seconde. D'autre part, de ces deux conflits, le second surdétermine le premier, en expliquant notamment pourquoi ce dernier a fini par conduire à la guerre »¹⁰.

Les auteurs ajoutent qu'au vu « du déroulement du conflit depuis lors, il convient d'ailleurs de complexifier encore davantage l'analyse puisque, manifestement, il est en train de fournir aux Etats-Unis les moyens de réaffirmer et de renforcer leur hégémonie relativement à leurs alliés européens, donc de faire évoluer en leur faveur le rapport de force (lui-même complexe) qui les oppose à ces derniers, en faisant à nouveau passer au premier plan ses composants stratégiques et militaires, plan

¹⁰ Alain Bihl, Yannis Thanassekos, « La guerre en Ukraine et la gauche anti-impérialiste. Une anticritique », Contretemps.eu, 24 août 2022.

sur lequel les premiers disposent d'une supériorité manifeste à l'égard des seconds. Et les Etats-Unis sont simultanément gagnants sur le plan des conséquences des sanctions économiques et financières prises à l'encontre de la Russie et des contre-sanctions de cette dernière (en matière d'exportations de céréales et de gaz notamment), qui frappent bien davantage les Européens que leur mentor américain. C'est précisément au nom de la complexité de ce conflit que nous nous sommes élevés contre la simplicité (en fait l'unilatéralité) de ce que nous avons appelé « *le récit dominant* », celui massivement narré par « nos » médias et « nos » gouvernants, ne retenant que le conflit entre Russie et Ukraine pour rejeter dans l'ombre et passer sous silence celui entre la Russie et l'Occident – partant leur propre responsabilité dans la genèse de la situation qui a conduit à la guerre. Et c'est précisément la même simplicité que nous avons reprochée à la position adoptée par celles et ceux des membres de la gauche radicale (en principe anticapitaliste et donc anti-impérialiste), reprenant pour l'essentiel ledit « *récit dominant* ». »¹¹

La rivalité Chine / Etats-Unis

Mais la géopolitique mondiale et l'impérialisme contemporain ont pour principale contradiction aujourd'hui les rivalités sino-américaines. Ces dernières ont elles aussi une histoire. Depuis les années 1950, les États-Unis n'ont pas freiné, et parfois même ont promu, les transferts de technologie vers le Japon, Taïwan ou la Corée du Sud¹². En faisant cela, ils cherchaient à contenir la Chine dans sa forme « communiste » et à l'encercler par un réseau de pays à revenus moyens à élevés. Lorsque la Chine s'est ouverte à la mondialisation capitaliste, les capitaux du Japon, de la Corée du Sud ou de Taïwan se sont massivement investis en Chine, amenant avec eux les transferts de technologie passés. Aujourd'hui, commente le géographe David Harvey, « les États-Unis tentent de bloquer les transferts de technologie vers la Chine, ce qui à mon sens est une attitude stupide. En partie parce que c'est impossible, mais aussi parce que si l'on bloque le développement de la Chine, qui a systématiquement sauvé le capitalisme, on ne fait pas quelque chose de très positif pour le capitalisme. »¹³

S'il y a beaucoup de divergences d'opinion aux États-Unis, le Congrès américain reste cependant unifié autour de la politique anti-chinoise du président Joe Biden. Selon David Harvey, elle est source de contradictions car elle approfondirait les faiblesses du capitalisme contemporain. « Si cette politique réussit, nous verrons, je pense, le monde tomber dans une croissance négative. Et cela conduira à de

¹¹ Alain Bihr, Yannis Thanassekos, « La guerre en Ukraine et la gauche anti-impérialiste. Une anticritique », Contretemps.eu, 24 août 2022.

¹² Une fois que ces pays ont pu être intégré à l'impérialisme américain. Il aura fallu pour cela une sévère répression des mouvements sociaux. Aujourd'hui, l'amnésie est presque généralisée. La haine antijaponaise et le racisme qui lui était liée avaient pourtant atteint des sommets aux Etats-Unis lors de la seconde guerre mondiale. Tariq Ali insiste sur « les efforts acharnés de la droite et des libéraux japonais, guidés par leur empereur divin » qui, tandis que leur pays était occupé par les troupes américaines, pour vaincre la gauche, ont créer un Etat à parti unique, et « développer un amour pour le base-ball et les films hollywoodiens, et devenir tout aussi « normaux » que les citoyens occidentaux. (...) Les bombes atomiques étaient censées avoir remis les compteurs à zéro. Tous les anciens cancers avaient disparu. Il suffisait d'un contrôle strict. La base des Etats-Unis à Okinawa était là en dernier recours au cas où les dirigeants japonais ne faisaient pas ce que leur ordonnait la Maison Blanche, et elle est toujours là aujourd'hui. » Tariq Ali, *Churchill, sa vie, ses crimes*, La Fabrique, 2023, p. 370.

¹³ David Harvey interviewé dans Mathieu Dejean et Romaric Godin, « David Harvey : En France, le néolibéralisme devient violent et autocratique », Mediapart, 18 avril 2023.

nombreuses oppositions, à des mécontentements, à de l'agitation et à des soulèvements. Nous voyons déjà beaucoup de ces événements se dérouler sous nos yeux. »¹⁴

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis sont au cœur de la mondialisation capitaliste néolibérale. Les deux pays représentent 40% du PIB mondial et 40% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ils ne cessent d'augmenter chaque année leurs dépenses militaires et cumulent à ce jour plus de 1.000 milliards de budget pour leurs armées.

La supériorité militaire des Etats-Unis est indéniable. Ils comptent pour 40% des dépenses militaires mondiales. L'écart de capacités militaires entre les Etats-Unis et les autres pays ne fera encore que s'accroître à la suite de la guerre en Ukraine. L'Administration Biden annonce une augmentation inédite du budget qui atteindra 813 milliards de dollars en 2023.

Pour le gouvernement chinois, le rapport de force mondial s'est inversé favorablement entre 2008, date du début de la crise financière occidentale et année des jeux olympiques de Pékin, et 2018, date à laquelle le président Trump lance la guerre commerciale.

Les deux pays sont engagés dans une lutte, aussi brutale que diffuse, pour le contrôle de l'appareil productif mondial dans un contexte caractérisé par l'accentuation des contraintes environnementales et l'accélération de la mise en données du monde. Les administrations Trump et Biden ont utilisés des sanctions économiques contre la Chine. On notera à ce sujet que Biden est en réalité allé plus loin que Trump en ne se contentant pas d'ériger des barrières commerciales mais en mettant en mal la production d'une part de l'appareil de production chinois.

Dans ces conflits, les préoccupations militaires et de sécurité nationale sont invoquées, alors que bien souvent l'objectif des sanctions adoptées par les gouvernements des pays occidentaux est d'appuyer leurs grands groupes et de protéger leurs industries, y compris contre d'autres pays occidentaux. On peut ainsi voir que l'économie est selon l'expression de Claude Serfati une « continuation de la guerre par d'autres moyens. »¹⁵

Chine et Etats-Unis se livrent une compétition pour la maîtrise des flux énergétiques et le contrôle des données numériques à l'échelle mondiale. La question de savoir qui sera la première puissance capitaliste en 2050 est bien ouverte.

Reste qu'aujourd'hui, l'idée que la Chine prenne l'ascendant sur les Etats-Unis est absurde. « Les campagnes actuelles menées contre la Chine visent essentiellement à réaffirmer l'hégémonie économique des Etats-Unis en coupant les ailes du dragon. La domination imminente de la Chine est invraisemblable militairement, économiquement, politiquement et idéologiquement. »¹⁶

Chine

La Chine représente aujourd'hui 18% du PIB mondial et est au cœur du commerce mondial avec les Etats-Unis comme principal marché d'exportation.

La Chine cherche à déployer son rôle de leader. Sa politique internationale a deux grandes caractéristiques. La diplomatie fait preuve d'un grand activisme dans toutes les instances

¹⁴ David Harvey interviewé dans Mathieu Dejean et Romaric Godin, « David Harvey : En France, le néolibéralisme devient violent et autocratique », Mediapart, 18 avril 2023.

¹⁵ Claude Serfati, « L'ère des impérialismes continue : la preuve par Poutine », alencontre.org, 19 avril 2022, <https://alencontre.org/laune/lere-des-imperialismes-continue-la-preuve-par-poutine.html>

¹⁶ Tariq Ali, *Churchill, sa vie, ses crimes*, La Fabrique, 2023, p. 441.

internationales. Elle crée également de nouvelles structures qui visent à assurer son propre développement et rayonnement. On peut à cet égard citer la création de la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (BAII) et la Belt and Road Initiative (BRI – la « nouvelle route de la soie, un projet de connectivité globale qui combine des liaisons terrestres et maritimes), tout comme la participation à de nombreux forums régionaux et bilatéraux.

Depuis 2017, l'emprise du parti communiste chinois s'accroît dans la vie économique. Une volonté de limiter l'internationalisation de l'actionnariat ainsi qu'une fragilisation des droits de propriété sont en cours. Parallèlement, la Chine investit considérablement dans l'intelligence artificielle et les infrastructures numériques. Le système de traçage numérique de la population ne va pas sans résistances inédites notamment quant aux restrictions drastiques imposées par le régime dans le cadre de sa politique « zéro Covid ».

Les orientations stratégiques du gouvernement chinois sont fortement dictées par sa demande énergétique qui n'a cessé de croître. Il adopte deux démarches complémentaires en matière d'approvisionnement énergétique. Premièrement, comme toute puissance classique, elle tente de diversifier et de sécuriser ses flux sans toutefois pouvoir disposer d'une autonomie énergétique grâce à leur propre production. 90% du pétrole arrivant en mer de Chine méridionale passe par le détroit de Malacca. Nœud de congestion du trafic maritime mondial, plus de 100.000 navires y transitent chaque année et passent par ce détroit de 800 km de long dont le passage le plus étroit est seulement large de 1,5 km. A cet égard, la BRI et l'établissement de diversifications dans les livraisons de pétrole est essentielle. La Chine entend sécuriser au maximum ses approvisionnements en entretenant des liens étroits avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Russie ainsi qu'avec des pays africains et d'Amérique latine. En outre, la Chine investit dans les énergies renouvelables afin de diminuer sa dépendance aux énergies fossiles. Elle reste le premier émetteur mondial de gaz à effet de serre.

Même si la Chine fait le pari de sa suprématie mondiale en étant encore tributaire des énergies fossiles, elle domine par ailleurs les chaînes de valeur liées aux énergies renouvelables : « elle produit ainsi 90% des terres rares raffinées nécessaires à la fabrication des batteries. »¹⁷

Dans la rivalité sino-américaine, le détroit de Taiwan est devenu la zone géopolitique la plus sensible du monde. Le président chinois Xi Jinping rêve de reconquérir ce petit Etat insulaire (siège de la Taiwan *Semiconductor Manufacturing Company* (TSMC) qui fabriquent la moitié des semi-conducteurs du monde dont une majorité de modèles de dernière génération) et de réunifier « la patrie ».

La stratégie chinoise s'inscrit dans le projet d'utiliser son rattrapage économique pour construire une puissance nationale. Son intégration dans le commerce mondial ne s'est pas traduite par des mesures de libéralisation à hauteur des attentes des architectes américains de la globalisation. Reste qu'aujourd'hui, le marché chinois demeure indispensable au développement des grands groupes américains.

Les deux pays représentent aujourd'hui 51% des dépenses militaires mondiales : 801 milliards de dollars pour les Etats-Unis et 293 pour la Chine. Cette confrontation pousse la Chine à fédérer des pays et des institutions internationales derrière ses différentes initiatives. Ainsi, lors du deuxième forum des routes de la soie, en avril 2019, les chefs d'Etat de la Grèce, du Pakistan et du Chili se retrouvaient aux côtés de 34 autres dirigeants. L'enjeu est que cette mobilisation puisse être transformée en position

¹⁷ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 70.

commune dans les instances internationales afin que le poids des Etats-Unis et de leurs alliés soient diminués.

Mais l'exercice de la puissance passe également par la maîtrise des mers. Déjà présente en Méditerranée au travers d'infrastructures portuaires, la Chine envisage d'être présente un jour dans l'Atlantique. Elle représenterait alors une menace directe pour les Etats-Unis.

Etats-Unis

Première puissance capitaliste mondiale, les Etats-Unis sont traversés par de nombreuses divisions. Dans celles-ci, la polarisation idéologique y est profonde. L'économie est directement concurrencée par celles de l'Europe et de la Chine. Les Etats-Unis ont enregistré un déficit commercial de 975 milliards de dollars en 2021. Le retrait d'Afghanistan d'août 2021 a tourné à la déroute.

Mais la puissance américaine garde cependant un pouvoir de structuration sans équivalent. Elle dispose de deux façades océaniques et exerce sa « domination à travers la maîtrise des espaces communs – haute mer, espace aérien, espace exo-atmosphérique et datasphère. »¹⁸ Mais est-elle toujours capable de faire perdurer sa suprématie ?

Le fondement de sa politique consiste à encourager l'ouverture des marchés extérieurs tout en protégeant le sien de la concurrence. Les Etats-Unis, grâce à leur supériorité militaire, exercent leur pouvoir sur des territoires et des populations et imposent un système de règle afin de garantir la circulation sans frontière des capitaux et la propriété privée des moyens de production.

Les Etats-Unis voient leur suprématie contestée. En concurrence simultanée avec la Chine et la Russie, son principe fondamental est d'empêcher l'émergence d'une puissance rivale par le maintien d'une supériorité militaire dans tous les domaines. Sa puissance se distingue des autres par sa capacité à intégrer différents théâtres régionaux. Ses alliés sont sous sa domination. Seule la Chine peut aujourd'hui se targuer d'avoir la possibilité et l'intention d'une influence globale.

L'objectif de la politique internationale des Etats-Unis consiste moins à conquérir des espaces qu'à garantir la permanence des flux indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste mondialisée et à la présence de leurs forces armées sur de nombreux territoires.

Alors que le poids des Etats-Unis dans l'économie mondiale est appelé à diminuer, l'administration américaine entend maintenir sa suprématie militaire. Pour ce faire, elle a fait le choix de l'ultratechnologie et irrigue l'appareil productif américain de ses investissements. Les priorités sont les armements hypersoniques¹⁹, les armes à énergie dirigée²⁰, les drones sous-marins, les systèmes

¹⁸ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 122.

¹⁹ Les armes hypersoniques combinent vitesse et manœuvrabilité pour traverser les systèmes de défense antimissiles et de défense de territoire. Ils visent à atteindre des objectifs sur des territoires adverses ou en mer.

²⁰ Une arme à énergie dirigée émet de l'énergie dans une direction voulue. Elle la transfère vers une cible pour l'effet souhaité. « Les effets recherchés sur les humains peuvent être létaux ou non. Outre son utilisation sur les personnes ou comme une potentielle défense antimissile, la technologie de l'énergie dirigée a aussi été mobilisée pour arrêter ou désactiver des voitures en mouvement, des drones, des jet-skis et des appareils électroniques comme les téléphones portables. » https://fr.wikipedia.org/wiki/Arme_%C3%A0_%C3%A9nergie_dirig%C3%A9e

Dans les armes à énergie dirigée figure des systèmes laser d'auto-défense. Citons le système américain Guardian qui sera le premier système de défense anti-aérienne et anti-drone mobile de forte puissance à rejoindre des unités de combat. Doté d'une puissance de 50 Kw, il pourra prendre à partie les drones de moins de 25 kg, mais également intercepter et détruire les obus d'artillerie et de mortier, ainsi que les missiles air-sol les plus légers. <https://meta-defense.fr/2022/02/02/ces-7-technologies-qui-vont-revolutionner-le-champs-de-bataille-dici-2040/>

d'armes rendus autonomes grâce à l'intelligence artificielle, la lutte informatique et la reconquête de la suprématie dans le domaine électromagnétique.

Dans la définition de la stratégie américaine, les enjeux énergétiques occupent une place décisive. Les Etats-Unis, à la différence de leurs alliés, exportent à présent plus de pétrole qu'il n'en importe. La probable fragmentation du monde en blocs énergétiques stratégiques place les Etats-Unis en position de force vis-à-vis de leurs alliés européens et asiatiques. Aujourd'hui, la géopolitique de la transition énergétique nécessite des minerais, d'importants capitaux et des capacités d'organisation et d'innovation. La géopolitique des énergies fossiles implique de l'exploration, de la production et de la sécurisation des flux. La combinaison de ces deux géopolitiques redonne aux Etats-Unis des marges de manœuvre globale dans un contexte où l'agression militaire de la Russie sur l'Ukraine redonne la primauté aux enjeux de sécurité énergétique.

L'Otan est au centre de la sécurité européenne face à la Russie. Elle constitue une pièce importante de l'impérialisme américain aux côtés du dollar, du droit et des plateformes numériques. La domination du dollar offre la possibilité de manœuvres géoéconomiques importantes auxquelles ses alliés se doivent de se rallier sous peine d'être eux-mêmes pénalisés. L'utilisation du droit passe notamment par du lobbying juridique auprès d'institutions internationales. Enfin, la technologie apparaît comme vecteur de contrôle global.

Pour les Etats-Unis, il s'agit « d'exporter le capitalisme à travers le monde, car seuls l'entrepreneuriat privé et les investissements étrangers seraient susceptibles de générer de la croissance. C'est pourquoi il faut toujours encourager les pays, qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, à créer un climat d'investissement favorable. »²¹ Le capitalisme fossile et le capitalisme numérique sont portés par l'impérialisme américain et pèsent lourdement dans la définition de sa stratégie.

L'Allemagne et l'Union européenne

L'Allemagne est le pays de l'Union européenne le plus ébranlé par les conséquences de la guerre en Ukraine. Celle-ci va radicalement à l'encontre de son modèle.

L'Allemagne représente un tiers du PIB de la zone euro et 4,5% du PIB mondial. C'est la quatrième économie mondiale. Elle a construit un modèle industriel exportateur principalement orienté vers les Etats-Unis, la France et la Chine. C'est le premier exportateur mondial d'automobiles pour un montant de 149 milliards de dollars en 2019. Le modèle allemand entend combiner la paix et les exportations. Ce qui implique une diplomatie qui maintient un bon équilibre entre les Etats-Unis, la Chine, la Russie et une orientation de l'Union européenne en fonction de ses propres intérêts.

Mais commercer implique également une parfaite maîtrise des flux logistiques dans des modes d'organisation du travail en *just-in-time*. C'est pourquoi l'industrie maritime est l'objet de toutes les attentions. L'Allemagne contrôle 20% de la capacité mondiale des porte-conteneurs.

Le pays sort d'une longue période où ses dépenses militaires avaient été maintenues au plus bas. Sa politique privilégiait le soutien à un excédent commercial très haut. L'heure est à une forte remilitarisation dans un contexte d'accentuation des tensions impérialistes. L'Allemagne redéfinit sa

²¹ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 142.

position au sein de l'OTAN. Le gouvernement actuel présidé par le social-démocrate Olaf Scholz a annoncé la création d'un fonds spécial pour l'armée allemande de 100 milliards d'euros. Le pays entend se doter de la plus grande armée conventionnelle en Europe dans le cadre de l'OTAN. D'un budget militaire annuel inférieur à 50 milliards d'euros, le gouvernement prévoit désormais de le porter à 80 milliards d'euros.

L'Allemagne dispose d'un certain atout pour peser sur les recompositions stratégiques en cours. Elle possède une industrie de défense très compétitive. Elle se place au 4^{ème} rang des exportateurs d'armement entre 2016 et 2020. Elle équipe notamment les flottes d'Israël, de la Turquie ou encore de l'Égypte. Elle exporte également vers la Corée du Sud. Les 100 milliards d'euros injectés par le gouvernement vont sans nul doute soutenir cette industrie.

Reste que la première priorité allemande est aujourd'hui d'élaborer une nouvelle politique énergétique lui permettant de maintenir sa compétitivité industrielle. Elle entend également se déployer sur le terrain de la transition énergétique. Sous couvert d'un discours très volontariste sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, elle ne compte sortir complètement du charbon qu'en 2038. Elle doit, en outre, trouver des substituts aux importations massives de gaz qui provenaient de Russie.

Le patronat allemand ne cache pas ses intentions de conquérir de nouveaux marchés hors d'Europe. Ses dirigeants ont prévenu qu'il fallait nécessairement se développer vers des pays sans être trop regardant sur les régimes politiques en vigueur et sur leur respect des droits fondamentaux. La question qui se pose est dès lors celle du maintien de la compétitivité industrielle. Celle-ci pourrait alors passer par de nouvelles délocalisations.

En outre, pour maintenir une position dominante sur le marché de l'automobile, il s'agira de se convertir à la voiture électrique, indépendamment des dégâts écologiques qu'elle provoque. Mais cela renforcera une double dépendance à la Chine et aux États-Unis pour ses besoins de matériaux pour la construction des batteries et pour les semi-conducteurs. Alors que la Chine investit massivement dans la voiture électrique et qu'elle contrôle aujourd'hui 75% de son marché domestique.

Les statistiques des échanges Chine-Allemagne démontrent une dépendance économique croissante de l'Allemagne à l'égard de la Chine. Cette dernière est le principal partenaire commercial de l'Allemagne pour la septième année consécutive. « Les exportations allemandes vers la Chine sont ainsi passées de 64,8 milliards d'euros en 2011 à 107 milliards en 2022. En sens inverse, les échanges ont grimpé de 79,5 milliards d'euros à 191 milliards. Soit un volume total inédit de 298 milliards d'euros en 2022 (Office fédéral de la statistique), en progression de 21 % par rapport à 2021. Par ailleurs, en 2021, BMW et Mercedes ont réalisé plus de 30 % de leur chiffre d'affaires dans l'empire du Milieu. Toujours la même année, la part chinoise du chiffre d'affaires d'Adidas a été de 21,7 %, pendant que le groupe de semi-conducteurs Infineon bat tous les records avec 37,8 %. »²²

La stratégie gouvernementale entend interroger cette dépendance. Des déclarations ont dénoncé des violations répétées des droits humains dans la province ouïghoure du Xinjiang et au Tibet ainsi que la répression qui a frappé Hong Kong. En outre, l'attitude jugée soutenante de la Chine par rapport à la Russie et à son agression militaire en Ukraine est dénoncée. La Chine y est appréhendée comme un partenaire, un concurrent et un rival systémique. Ce serait d'ailleurs ces deux derniers aspects qui prendraient le plus d'importance. Puisque la Chine est réputée créer des dépendances pour les utiliser

²² Thomas Schnee, « Comment Berlin prévoit de réduire sa dépendance envers la Chine », Mediapart, 10 février 2023.

ensuite afin d'imposer ses propres intérêts. Mais n'est-ce pas là le propre de toute puissance impérialiste dans le capitalisme transnationalisé ?

Dans cette logique de diversification des routes commerciales et des sources d'approvisionnement, le gouvernement allemand « soutient l'idée européenne de « Global Gateway », une initiative d'investissement conçue par Bruxelles comme une alternative à l'initiative chinoise des nouvelles routes de la Soie. D'ici à 2027, l'UE envisage de mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros d'investissements pour les projets d'infrastructure du « Global Gateway ». »²³

L'Allemagne entend donc diversifier et réorienter l'engagement économique allemand ailleurs qu'en Chine. Elle convoite l'Inde, l'Indonésie, l'Afrique ou encore l'Amérique du Sud. Elle entend soumettre la politique d'octroi de crédits à l'export et de garanties des investissements à un examen plus rigoureux en termes sociaux et environnementaux. Volkswagen s'est récemment vu refuser pour la première fois une garantie pour un investissement dans le Xinjiang, région où le gouvernement chinois opprime massivement la population ouïghoure.

Cette volonté de diversification et d'affirmation de sa présence face à la Chine est aussi sensible sur le plan diplomatique. « Fin décembre 2022, le ministre de l'économie, Robert Habeck, s'est rendu en Namibie et en Afrique du Sud. En janvier, ce fut au tour de la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, d'aller en Éthiopie pendant que le ministre des finances, Christian Lindner, visitait le Mali et le Ghana. Enfin, le chancelier Olaf Scholz a effectué des visites d'État fin janvier en Argentine, au Brésil et au Chili. À Brasília, il s'est prononcé en faveur d'une ratification rapide de l'accord commercial UE – Mercosur –, pendant qu'à Santiago, il signait un accord de coopération minière Allemagne-Chili pour garantir l'approvisionnement de l'Allemagne en cuivre, lithium et autres métaux rares. »²⁴ L'Allemagne calquerait directement sa politique à l'égard de la Chine sur celle des Etas-Unis.

Cependant, à rebours du gouvernement fédéral, « BASF, Volkswagen, Daimler ou Siemens ont décidé de renforcer leur présence sur le marché chinois. « *Quatre camions sur dix sont vendus en Chine... nous avons besoin de la Chine pour soutenir notre développement mondial* », affirme Christian Levin, patron de Traton, filiale « véhicules utilitaires » de Volkswagen, qui s'apprête à construire la première usine Scania en Chine. BASF a pour sa part annoncé un investissement de 10 milliards d'euros dans une nouvelle usine chinoise. Cariad, la division logicielle de Volkswagen, est sur le point de s'engager à hauteur de plusieurs milliards dans une co-entreprise avec le chinois Horizon Robotics, spécialiste de l'intelligence artificielle et de la conduite autonome. »²⁵

L'Allemagne tentera de trouver un positionnement tenable entre la Chine et les Etats-Unis, en maintenant des relations économiques substantielles avec la première et en obtenant une crédibilité militaire des seconds tout en orientant le cours de l'Union européenne. Comment va-t-elle se positionner dans la refondation de son modèle énergétique. Va-t-elle procéder de manière unilatérale ou construire une hypothétique politique européenne de l'énergie ? Pour Thomas Gomart, « Une autre chose est certaine en revanche : l'Allemagne se prépare d'ores et déjà aux prochains élargissement de l'UE, en particulier à celui vers l'Ukraine »²⁶.

²³ Thomas Schnee, « Comment Berlin prévoit de réduire sa dépendance envers la Chine », Mediapart, 10 février 2023.

²⁴ Thomas Schnee, « Comment Berlin prévoit de réduire sa dépendance envers la Chine », Mediapart, 10 février 2023.

²⁵ Thomas Schnee, « Comment Berlin prévoit de réduire sa dépendance envers la Chine », Mediapart, 10 février 2023.

²⁶ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 112.

Au-delà de l'Allemagne, comment l'Union européenne entend-elle se positionner pour rester un acteur clé face à la Chine et aux Etats-Unis mais également pour être une puissance économique, politique et militaire qui compte ?

Pour l'historien Laurent Warlouzet, « l'UE peut être définie comme un marché organisé, avec quelques éléments de solidarité. Elle n'est pas une puissance en tant que telle. Ça ne veut pas dire qu'elle ignore cette dimension, mais elle s'est historiquement construite pour médier et atténuer des rapports de force entre puissances nationales. Elle s'est en effet distinguée par sa capacité à édicter des normes civiles, une politique commune de la concurrence et un minimum de règles sociales et environnementales. Mais elle a laissé le domaine de la puissance soit aux États, soit à d'autres enceintes comme l'Otan. L'enjeu, aujourd'hui, est de savoir si l'Europe va devenir une puissance. »²⁷

Les rivalités intercapitalistes au sein de l'Union européenne et la dépendance économique et militaire aux Etats-Unis constituent toujours des freins importants à la constitution d'une autonomie stratégique. Cependant, le scénario de l'Europe n'est pas inscrit dans les astres. Pour Laurent Warlouzet, « L'UE joue un rôle important de médiation des politiques industrielles nationales, et elle a d'ores et déjà admis plus d'interventionnisme public en la matière. L'assouplissement est réel en ce qui concerne les aides d'État. La première réponse européenne, c'est donc de tolérer des réponses néomercantilistes plus fortes au niveau des États membres. Ce n'est pas rien : depuis le Covid, les plans d'aide nationaux aux secteurs industriels sont considérables. »²⁸

Les orientations présentes mettent cependant à mal des réorientations politiques indispensables pour répondre d'une manière non barbare aux urgences sociales et écologiques. Il s'agit davantage de protéger des capitaux menacés par les désordres mondiaux que de s'orienter vers une réelle transition sociale et écologique. Et si apparaissent des « gouvernements de crise » qui se font interventionnistes et contournent les limites qu'ils s'étaient eux-mêmes érigés, c'est cependant bel et bien pour protéger les intérêts du capital. Comme l'indique le journaliste économique Romaric Godin, « Les actions de l'État ne sont pas, comme dans l'après-guerre, fondées sur une logique d'isolement de certains secteurs clés de la logique de marché. Ici, il s'agit précisément de sauvegarder le système productif existant et de continuer à laisser le marché définir les besoins. La logique est donc plutôt celle décrite par l'économiste roumano-britannique Daniel Gabor d'un « dérisquage » (« *derisking* ») des activités financières par le transfert des risques vers le budget de l'État. Pour le dire plus simplement : la politique publique engagée dans la sauvegarde du capital n'est pas une politique transformative, c'est une politique conservatrice. »²⁹

Les budgets consacrés aux dépenses militaires sont en nette augmentation, le soutien public massif aux secteurs privés qui est aujourd'hui observé aurait pour corollaire le fait que les « États devraient faire payer à d'autres secteurs leur générosité envers le capital. Et il n'existe guère d'autre solution que de dégrader les secteurs publics, la redistribution et les protections du travail. La clé alors ne serait pas les dépenses publiques en général, mais bien plutôt les priorités de l'action publique. »

Une action publique qui risque d'être tout entière vouée à la préservation de la compétitivité des économies. Et ce dans un contexte où les incertitudes de l'action conjuguée des impérialismes, des approvisionnements énergétiques plus difficiles, des ruptures dans les chaînes de production, d'un ralentissement continu des gains de productivité placent encore davantage les économies capitalistes

²⁷ Fabien Escalona, « Le difficile chemin vers une « Europe puissance » », Mediapart, 20 janvier 2023.

²⁸ Fabien Escalona, « Le difficile chemin vers une « Europe puissance » », Mediapart, 20 janvier 2023.

²⁹ Romaric Godin, « L'impasse du débat entre États et banques centrales », Mediapart, 31 octobre 2022.

sous perfusion de l'intervention publique. « Le discours s'organiserait autour de ce choix : de l'emploi et des investissements contre des concessions « sociales ». Les crises géopolitiques et écologiques deviendraient alors des prétextes à de nouvelles offensives contre le monde du travail. En réalité, ce scénario semble déjà en place. »³⁰

Le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni s'imposa comme la première puissance capitaliste à partir du début du XVIII^e siècle. Sa domination impérialiste – le Royaume-Uni est une puissance coloniale sans précédent – se fit par l'exportation des capitaux, rendues possibles par la maîtrise des mers et du commerce international. Elle put devenir globale grâce à l'accaparement des terres imposées par une politique d'une violence inédite³¹. Des organisations uniques contribuèrent à cette suprématie, dont la Compagnie des Indes orientales qui est l'un des pires exemples de violence commise par une multinationale³². Jusqu'en 1939, le Royaume-Uni reste premier exportateur mondial d'énergie et de biens manufacturés. La maîtrise des flux a toujours constitué une priorité politique et économique.

Son industrialisation a fait d'elle « la civilisation du charbon » qui a façonné la société britannique et qui a laissé une forte empreinte sur l'environnement. Comme le montre Andreas Malm³³, la Grande-Bretagne est le berceau de la « capitalocène ». Selon cette approche, le capitalisme fossile est bien le principal responsable des déséquilibres environnementaux actuels. Malm suggère entre autres que ce ne serait pas l'activité humaine en soi qui constitue une menace, mais bien l'activité humaine telle que mise en forme par le mode de production capitaliste.

Le capitalisme fossile, qui a mobilisé en premier lieu le charbon et ensuite le pétrole, est née au Royaume-Uni avant d'englober la plus grande partie du monde. La diminution de la production d'hydrocarbures en mer du Nord conduit la puissance britannique à redevenir importateur net d'énergie dès 2005. Le pays s'oriente également vers la diminution de la production d'électricité par du charbon mais devient un grand expérimentateur des technologies dites « bas carbone » (nucléaire, captage et séquestration de CO₂) qui sont décrites à juste titre comme les points cardinaux d'une écologie marchande qui risque de précipiter la catastrophe écologique plutôt que de nous en éloigner.

Aujourd'hui, le Royaume-Uni représente 3,2% du PIB mondial et affiche le deuxième déficit commercial mondial. Sa stratégie post-Brexit pourrait consister à affaiblir l'UE au profit de l'OTAN et exercer par cette entremise son influence sur le continent et au-delà. Ce climat post-Brexit permet la construction d'un nouveau récit à la droite dirigeante et aux milieux d'affaires. Désormais débarrassés des « contraintes européennes », ils renoueraient avec une ambition impériale pour créer une sorte de « Singapour-sur-Tamise », paradis de la finance et du libre-échange, rayonnant à travers le Commonwealth.

³⁰ Romaric Godin, « L'impasse du débat entre États et banques centrales », Mediapart, 31 octobre 2022.

³¹ Voir notamment : Mike Davis, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement*, La Découverte, 2006.

³² Voir Alain Bihr, *Le premier âge du capitalisme. Tome 1 L'expansion européenne*, Syllepse, 2019.

³³ Andreas Malm, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La Fabrique, 2017.

Le Royaume-Uni se présente comme un acteur à la solde de la promotion d'un modèle ultralibéral et ultraconservateur. Les législations qui sanctionnent les libertés syndicales – dont le droit de grève – et les mobilisations sociales se renforcent³⁴. En matière d'asile et d'immigration, le gouvernement de Rishi Sunak a déposé un projet visant à abroger la loi relative aux droits humains, pilier de la protection des droits fondamentaux au Royaume-Uni, pour la remplacer par une « charte des droits ». Cette dernière a été fortement critiquée. Il lui était reproché de constituer une forte régression, notamment parce qu'elle remettait en cause certaines obligations en matière de protection³⁵. Les positions du gouvernement s'appuient clairement sur l'idéologie de l'extrême-droite.

Les Etats-Unis sont plus que jamais perçus comme le partenaire cardinal dans l'OTAN. En matière de défense, il est prévu une réduction des effectifs de l'armée de terre mais une intensification de la présence à l'extérieur du royaume à partir d'un réseau de base (en Allemagne, au Kenya, à Brunei et à Belize) qui pourrait intervenir rapidement avec des unités légères ou dans le cadre d'une coalition au sein de l'OTAN. Les investissements dans les domaines nucléaire, spatial, cyber et naval seront en nette augmentation.

La politique du Royaume-Uni vise à rester proche des Etats-Unis afin de bénéficier de leur protection, ce qui suppose de les suivre avec souvent peu de distance dans leurs interventions y compris militaires. Le Royaume-Uni s'est fortement engagé en Afghanistan, en Irak et en Lybie. Mais le Royaume-Uni entend également préserver un ordre international dans lequel il peut faire peser ses capacités d'influence stratégique. Le Royaume-Uni n'a pas de territoire à défendre dans l'Indopacifique mais exerce une influence certaine à travers son réseau de bases ou de points d'appui autour de la Chine (Singapour, Brunei, Népal et Australie), en Méditerranée (Gibraltar et Chypre), au Moyen-Orient (Oman, Bahreïn) et en Afrique (Djibouti, Sierra Leone, Nigeria).

Cependant, le Royaume-Uni est traversé par d'importantes divisions politiques et sociales. Le Brexit a aggravé les divisions au sein du Royaume, notamment avec l'Écosse et l'Irlande du Nord. La dérégulation est l'objet d'une forte contestation sociale. Les infrastructures publiques sont en ruine et les moyens alloués aux politiques sociales provoquent de graves atteintes au droit à la santé et à l'aide sociale, etc.

Autre question : l'UE demeure de loin le premier partenaire économique du Royaume-Uni. Comment ce dernier va-t-il se positionner ? Sur le terrain militaire, il encourage la fourniture d'armements de plus en plus offensifs à l'Ukraine. Il pourrait paradoxalement – si ses gouvernements mesurent qu'il n'a plus la puissance d'agir seul – s'impliquer fortement pour soutenir l'élargissement de l'UE à des pays des Balkans et surtout à l'Ukraine.

L'Inde

Les forces politiques ultranationalistes hindoues exercent le pouvoir politique en Inde. Le BJP (Bharatiya Janaty Party – Parti indien du peuple) gouverne par l'entremise du premier ministre Narendra Modi depuis 2014. Son accession au pouvoir fait progressivement basculer l'Inde dans un nouveau type de régime.

³⁴ Voir Marc Lenormand, « Le Royaume en grève », <https://laviedesidees.fr/Le-Royaume-en-greve>

³⁵ <https://www.amnesty.org/fr/location/europe-and-central-asia/united-kingdom/report-united-kingdom/>

Avec certaines spécificités, on peut rattacher la dynamique indienne au phénomène « néo-illibéral » : « un mélange entre la préservation des fondamentaux du néolibéralisme (comme la mobilité du capital ou l'indépendance des banques centrales) et l'accroissement de l'autoritarisme politique. »³⁶ Orbán en Hongrie, Erdogan en Turquie ou Modi en Inde en sont les figures de proue. Ils incarnent des « hommes forts » aux accents nationalistes, liés aux intérêts des grandes firmes globales, dont notamment les plateformes digitales qui peuvent servir leurs projets de propagande, voire de surveillance. Le BJP avait déjà gouverné entre 1998 et 2004. Mais, en 2014, il obtient la majorité absolue et peut appliquer l'*Hindutva*, son projet d'« hindouïté ». « Ce courant idéologique s'inspire des nationalismes ethniques européens en reconnaissant un rôle dominant à la communauté majoritaire des fils du sol sur les minorités musulmane et chrétienne, qui doivent s'assimiler. »³⁷

Le parti et le gouvernement s'appuient sur des « vigilantistes » qui bénéficient de la bienveillance des forces de l'ordre, ils tentent, par exemple d'empêcher les mariages mixtes entre hindous et musulmans. La volonté du BJP est de créer un Etat hindou. La communauté majoritaire impose de plus en plus aux minorités des symboles de son identité et de son mode de vie. Narendra Modi s'est d'ailleurs fait connaître comme dirigeant d'un Etat indien, le Gujarat qui jouxte la frontière du Pakistan. Il avait défendu et obtenu l'adoption de lois discriminatoires contre les musulmans qui représentent 14% de la population. Lors de violentes émeutes en 2002, on pouvait déjà lire la volonté de ne plus trouver « un seul musulman vivant au Gujarat ». Fort d'une majorité, Modi et son gouvernement ont modifié l'amendement constitutionnel qui permettait une plus grande autonomie au Cachemire, seul Etat à majorité musulmane et ont révoqué le *Citizenship Act* qui visait à accueillir des minorités religieuses persécutées venant du Bangladesh, d'Afghanistan ou du Pakistan. Seules les victimes non musulmanes sont désormais éligibles, ce qui empêche les Rohingyas ou les chiites d'y avoir recours. On peut souligner une affinité idéologique entre les nationalistes hindous et les dirigeants israéliens concernant ce qu'ils identifient comme la « menace islamiste ».

De son côté, la Chine renforce le poids des militaires du Pakistan. L'Inde se retrouve face à une puissance chinoise qui est en train de construire un ordre continental eurasiatique avec l'aide de la Russie. Conscient de leur infériorité stratégique, l'Inde tente d'éviter tout affrontement direct avec la Chine. C'est pour cela principalement que l'Inde prend part au Quad avec les Etats-Unis, le Japon et l'Australie tout en maintenant des échanges réguliers avec d'autres puissances maritimes telles que l'Indonésie, l'Iran, le Vietnam, des pays européens...

Le nationalisme porté par le gouvernement Modi l'amène à attiser les tensions traditionnelles avec le Pakistan au sujet du Cachemire. L'Inde cherche sur le plan international une place dans une configuration particulière avec la Chine et les Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que l'on peut situer la visite d'Etat du premier ministre indien aux Etats-Unis de juin 2023. La visite d'Etat de Modi est, pour le dirigeant nationaliste hindou, une véritable revanche. Il avait été placé sur la liste noire du gouvernement américain parce qu'il était tenu pour responsable des massacres de musulmans en 2002 dans l'état indien du Gujarat qu'il dirigeait. Barack Obama l'avait réhabilité en 2014. Désormais, la Maison-Blanche entend donner à sa coopération avec Delhi une tout autre dimension, notamment pour contenir les ambitions de la Chine, leur rival commun.

³⁶ Godin Romaric, Escalona Fabien, 2020, « Les quatre scénarios pour l'hégémonie politique du "monde d'après" », Mediapart. <https://www.mediapart.fr/journal/france/230520/les-quatre-scenarios-pour-l-hegemonie-politique-du-monde-d-apres>

³⁷ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 182.

L'approche est à la fois économique et militaire. Ainsi, le géant américain des puces électroniques Micron Technology, basé à Boise dans l'Idaho, projette de créer une usine de production en Inde dans le Gujarat cher à Modi. Un projet de plusieurs milliards de dollars, financé pour moitié par la partie indienne qui y voit un mode de dynamisation de son économie alors que les Etats-Unis y voient un élément de sa lutte contre la domination chinoise dans le secteur.

Mais c'est dans le domaine de la Défense que le rapprochement indo-américain est le plus impressionnant. General Atomics va livrer à l'armée indienne les drones qu'elle réclamait en vain depuis des années pour mieux contrôler ses frontières avec la Chine et le Pakistan, « mais surtout Washington a autorisé General Electric à transférer une technologie sophistiquée pour la fabrication de moteurs d'avions de chasse dernier cri. L'Inde désespérait depuis près de vingt ans d'obtenir cette technologie, que les États-Unis n'ont au demeurant partagée avec aucun de leurs alliés. On mesure l'envergure de la coopération militaire qui est ainsi mise en route. Elle concerne potentiellement plusieurs générations d'avions et pourrait ainsi lier étroitement les secteurs de la Défense indien et américain pendant deux ou trois décennies. Pour Delhi, c'est une aubaine, alors que la guerre en Ukraine a tari les fournitures d'armes russes »³⁸.

Cependant, l'Inde et les Etats-Unis construisent « un partenariat qui ressemble à une alliance avec une différence fondamentale : l'absence d'engagement de défense mutuelle »³⁹.

L'Inde ne compte pas moins de 18% de la population mondiale et occupe 2,4% de la surface terrestre. Elle compte au niveau économique des groupes de taille mondiale. Elle est devenue un carrefour mondial des services informatiques. Dans le secteur manufacturier, les industries chimique, textile et pharmaceutique se développent considérablement. Mais le potentiel de développement de l'Inde se heurte à plusieurs obstacles.

Premièrement, les inégalités entretenues par le système des castes sont énormes. Les 1% les plus riches possèdent davantage que les 70% les plus pauvres, les contrastes économiques et territoriaux sont gigantesques. Pas moins de 190 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique.

Deuxièmement, l'accès à l'eau est devenu problématique, certains bassins se trouvant dès aujourd'hui dans une situation de rareté absolue alors que d'inquiétantes contaminations des eaux souterraines ont été identifiées. En outre, le réchauffement climatique produit des effets déstabilisants. Dans des agglomérations urbaines ultrapolluées, les températures rendent parfois le travail humain impossible.

Troisièmement, la politique énergétique produit des désastres environnementaux. L'Inde est le troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre. Le mix énergétique du pays repose encore principalement sur le charbon (45%), le pétrole (25%) et la biomasse (20%).

Quatrièmement, détentrice de l'arme nucléaire, l'Inde voudrait éviter la diversion stratégique que représente le Pakistan.

³⁸ Philippe Paquet, « Modi à Washington : le grand basculement », *La Libre Belgique*, 23 juin 2023, p. 12.

³⁹ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 193.

Eurasie, BRICS... Vers de nouvelles ambitions et rivalités impérialistes

Le comportement géopolitique actuel de quatre pays, à savoir la Russie, la Turquie, l'Iran et la Chine, révèle le renouveau de leurs ambitions impérialistes.

La Turquie, dirigée par Recep Tayyip Erdogan et son parti l'AKP, est le théâtre d'importantes transformations. En conjuguant islamisme et nationalisme, la politique d'Erdogan s'intègre à la nouvelle internationale fasciste⁴⁰ dont les autres leaders sont Trump aux Etats-Unis, Modi en Inde, Orban en Hongrie, Le Pen en France et naguère, Bolsonaro au Brésil. Initialement, Erdogan était favorable à l'entrée de la Turquie au sein de l'Union européenne, il critique aujourd'hui les pays européens, cherche de nouveaux partenaires et multiplie les interventions militaires. Il entend délimiter une nouvelle sphère régionale tout en étant membre de l'OTAN et du G20. La Turquie compte aujourd'hui 83 millions d'habitants et représente 0,9% du PIB mondial. Le pays est traversé par une crise économique aiguë et d'importantes contestations sociales. Le pouvoir aligne sa politique interne comme externe autour de la chasse aux « traîtres » à l'intérieur » et aux « ennemis » à l'extérieur.

Puissance eurasiatique, la Turquie entend renforcer son indépendance stratégique en saisissant l'opportunité laissée par le retrait américain et la perte d'influence de l'Union européenne en Méditerranée. La Turquie domine militairement et économiquement tous ses voisins : Grèce, Bulgarie, Géorgie, Irak, Azerbaïdjan, Arménie, Iran (sauf si l'Iran devenait puissance nucléaire) et Syrie. Elle tente de maintenir une position intermédiaire : médiatrice entre Kiev et Moscou, tout en achetant des armes à la Russie et en en fournissant à l'Ukraine. Par ailleurs, moyennant une contrepartie financière de 3 milliards, Erdogan a accepté en 2016 de jouer pour l'Union européenne un rôle de triage et de frein à l'immigration. Cette dernière faisant comme à l'accoutumée peu de cas du mépris des droits humains et des politiques liberticides du gouvernement turc.

La stratégie turque est également orientée vers l'amélioration de son autonomie énergétique. Elle tente, pour ce faire, de posséder ses propres ressources. C'est pourquoi elle affirme sa présence en Méditerranée en vue d'exploiter de nouvelles réserves gazières qu'elle dispute à ses voisins dont la Grèce.

Tout comme la Russie et l'Iran, le gouvernement turc prend une orientation anti-démocratique et se pense comme contre-modèle national et religieux à la démocratie libérale. « Les trois pays partagent l'ambition de restaurer un ordre ancien, « antérieur aux expériences d'occidentalisation du XVIIIe siècle », par une combinaison de coercition extérieure et de répression intérieure. »⁴¹

L'Iran occupe une position singulière. Ce pays qui compte 85 millions d'habitants connaît une situation paradoxale. Il est un acteur clé des marchés pétroliers et gazier mais ne pèse qu'à hauteur de 0,2 % du PIB mondial. Les Iraniens sont en moyenne neuf fois plus pauvres que les Saoudiens. L'économie est fort contrainte par les sanctions occidentales. La trajectoire historique iranienne est de rejoindre le giron de la Chine depuis 1979. Aujourd'hui, 50 % de ses exportations se font vers la Chine.

L'Iran utilise ses ressources militaires et paramilitaires pour servir un projet expansionniste et développe un programme nucléaire afin de s'affirmer pleinement comme puissance militaire. Mais le régime dictatorial des mollahs est fortement contesté. La stratégie iranienne est très coûteuse socialement, économiquement et diplomatiquement. Le régime assume jusqu'ici une répression très brutale des

⁴⁰ Ugo Palheta, *La nouvelle internationale fasciste*, Textuel, 2022.

⁴¹ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 215.

mouvements de contestation sociale. Sa légitimité en est profondément atteinte. Par ailleurs, aujourd'hui, l'Iran soutient directement la Russie contre l'Ukraine en livrant des armes.

L'Iran occupe une position clé en Eurasie. Mais le pays est exsangue et il est peu envisageable qu'il se reconnecte au flux de la mondialisation. Ce sera probablement davantage la possession d'un arsenal nucléaire qui sera privilégié.

L'Eurasie désigne un supercontinent qui s'étend de l'Europe à l'Asie, entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. Il compte 54 millions de km carré et 5 milliards d'habitants.

L'Eurasie est bornée par trois théâtres régionaux où se déploie une confrontation de puissances qui pourrait déclencher une déflagration mondiale : l'Ukraine, Taiwan et l'Iran. Alors que Pékin affirme au sujet de Taiwan « Un pays, deux systèmes », la Russie proclame à propos de l'Ukraine « Deux pays, un seul peuple ». Cela signifie la même chose sur le fond, celle de l'intégration à la loi du plus fort. Alors que pendant ce temps, les ambitions nucléaires de l'Iran s'affirment.

Les Etats-Unis exercent une influence directe sur l'Eurasie. Ils sont engagés sur deux fronts face à la Russie et face à la Chine. Face à la Russie, ils soutiennent une politique atlantiste qui passe par le soutien au gouvernement ukrainien avec leurs alliés européens et la livraison d'armes. Mais les enjeux portent également sur la domination américaine du bloc atlantiste. « L'Administration Biden compte consolider la domination américaine sur le bloc transatlantique que le mandat de Trump avait plutôt affaibli. Sur le plan militaire, cela ne fait aucun doute. Dans cette guerre qui se déroule en Europe, la démonstration est faite que les développements de la défense des pays de l'UE ne pourront avoir lieu que sous domination américaine. L'OTAN renforce pour le moment son unité, démentant la remarque d'Emmanuel Macron sur son « état de mort cérébrale ». L'affermissement du leadership économique sur ses alliés est un objectif encore plus important de l'Administration américaine. Car la guerre ne va pas faire disparaître la concurrence économique au sein même du bloc transatlantique, elle va plutôt l'exacerber. Les sanctions économiques contre la Russie provoquent des effets négatifs moins violents aux Etats-Unis qu'en Europe, où l'Allemagne demeure le principal concurrent des Etats-Unis. Donald Trump en avait même fait une cible presque aussi importante que la Chine. Le Président Biden procède autrement mais il a obtenu de l'Allemagne ce qu'il demandait en vain depuis son élection : l'arrêt définitif du fonctionnement du gazoduc Nord Stream 2 et la fin de l'approvisionnement en gaz russe, ce qui pose un défi de court et peut-être de moyen terme à l'Allemagne. » .

Sur le plan militaire, les Etats-Unis restent la seule puissance à pouvoir projeter simultanément une puissance militaire significative sur plusieurs points du globe. Ils défendent le statut quo entre la Chine et Taiwan et sont présents au Japon et en Corée du Sud.

De leurs côtés, la Chine et la Russie ont affiché une « amitié sans limites » depuis février 2022. Dans une déclaration commune, Poutine et Jinping ont fustigé l'influence américaine exercée à travers l'Otan et l'AUKUS, l'alliance trilatérale composée de l'Australie, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Le partenariat énergétique entre la Russie et la Chine est en même temps approfondi.

Pour le bloc transatlantique, l'Est est désormais composé des pays réunis au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. Créé en 2001, elle réunit la Chine, l'Inde, le Kazakhstan le Kirgizistan, l'Ouzbékistan, le Pakistan, la Russie et le Tadjikistan. L'Iran est en train de rejoindre l'organisation qui compte également trois pays observateurs (l'Afghanistan, la Biélorussie et la Mongolie) et qui entretient un dialogue avec six pays (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Cambodge, le Népal, le Sri Lanka et la Turquie).

Cependant, la Chine pourrait interroger sa stratégie d'alliance avec la Russie. Pour certains analystes, si la Chine a été avertie de l'intervention militaire de la Russie en Ukraine, elle ne pensait cependant pas à un scénario qui se prolongerait dans le temps et n'envisageait probablement pas une réaction occidentale aussi forte.

Reste que la Chine est engagée de longue date dans une stratégie d'élargissement de son influence. Le récent sommet des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui s'est tenu du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud aura été suivi avec énormément de vigilance par les Etats-Unis et l'Europe qui redoutent de voir se forger une alliance remettant en cause l'ordre mondial. C'est notamment sous l'influence de la Chine que le club cherche à élargir son influence afin d'affirmer son pouvoir face à l'Occident. Tous les objectifs que la Chine s'était fixé y sont atteints. Premièrement, le club s'élargit : l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, mais surtout l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran sont admis. Deuxièmement, l'entrée des trois principaux pays producteurs casse le lien entre pétrole et dollar. « L'entrée des trois plus gros producteurs de pétrole – en dehors des États-Unis – aux côtés de la Russie marque un tournant décisif pour les animateurs de ce sommet. Le brut est la valeur cardinale sur les marchés des matières premières. Mais il est aussi une des clés de voûte du système monétaire international depuis la fin des accords de Bretton Woods, assurant à la monnaie américaine le statut incontesté de seule monnaie de réserve internationale et faisant des États-Unis le centre de recyclage de tous les excédents mondiaux. Ce statut est en train de se déliter. Le lien qui semblait indénouable entre pétrole et dollar est en passe d'être rompu. En devenant membres du club, les pays producteurs entérinent leur acceptation que leurs livraisons pétrolières soient payées autrement qu'en dollar. En monnaie locale. Des premiers contrats ont été signés ces dernières semaines avec la Chine et l'Inde. Ils sont appelés à se généraliser. » Troisièmement, des systèmes de paiement alternatifs s'ébauchent, mettant de plus en plus Pékin à l'abri des sanctions occidentales. « Sans bruit, une vaste zone d'échanges est en train de se constituer sous nos yeux, en dehors de la référence du dollar et hors de portée des sanctions américaines. La Chine en apparaît déjà comme la première bénéficiaire. Alors que Pékin redoute de faire l'objet à son tour de mesures de rétorsion de la part des États-Unis et de ses alliés, cet élargissement lui offre la perspective de pouvoir continuer à négocier dans une grande partie du monde, d'installer peu à peu le yuan comme une monnaie de réserve internationale aux côtés du dollar, de l'euro, du yen, de la livre sterling et du franc suisse. »

Les périphéries du capitalisme

Le continent africain apparaît bien comme le nouveau terrain d'affrontement entre les puissances installées et les puissances montantes. Grand classique des conflits impérialistes, les pays des centres capitalistes se disputent le contrôle des périphéries. C'est dans ce statut qu'est cantonné l'Afrique. La récente invitation des pays africains au sommet des Brics en août 2023 ne peut faire illusion. Quant aux pays d'Amérique latine, même si de puissants mouvements sociaux affirment des volontés de transformation sociale, ils peinent à se traduire dans des majorités politiques. Le Brésil reste hégémonique en Amérique latine mais le pouvoir politique est fragilisé. Soumis aux pressions d'une opposition puissante et doté d'alliés proches de l'agro-industrie, Lula est par exemple prêt à lâcher du

lest sur l'écologie⁴². Dans certains pays, l'extrême droite reste vigoureuse (Chili) voire dominante comme l'illustre la récente élection du nouveau président argentin Javier Milei.

Si la volonté d'émancipation des pays en développement, dont nombre de pays africains, ne peut qu'être saluée, on ne peut s'empêcher de souligner que celle-ci s'affirme sous de sombres auspices. « À l'exception du Brésil et (...) dans une moindre mesure de l'Afrique du Sud, tous les dirigeants des pays membres du club (BRICS) pratiquent un pouvoir autoritaire, voire dictatorial, faisant peu de cas des libertés publiques, ayant des pratiques plus que contestables. Le contre-système qu'ils entendent mettre en place risque de laisser leur marque partout, favorisant l'opacité et la fraude. »⁴³

Une configuration inédite

Ce qui apparaît inédit dans le (dés)ordre international, c'est l'émergence de relations internationales entre puissances caractérisées par des connivences de circonstance. Des puissances égoïstes sans boussole idéologique font des alliances comme bon leur semble. Pensons par exemple aux accords entre la Russie, désormais adversaire de l'OTAN, et la Turquie, membre de l'OTAN. Ces unions libres sur le plan géopolitique semblent dessiner un monde où les mariages institutionnels que l'on scelle dans des organisations comme l'Otan sont rendus caduques⁴⁴.

L'UE se retrouve dans une position particulière. Sous l'hégémonie des Etats-Unis, elles peinent à construire sa propre politique internationale. Elle existe comme marché, est de plus en plus gagnée par des idéologies et des mouvements néofascistes, et est toujours dépendante des Etats-Unis et donc très vulnérable par rapport à leur possible versatilité stratégique. Les pays européens se sont engagés dans des ruptures économiques avec l'Iran et la Russie. Leurs approvisionnements énergétiques en est profondément affecté.

Le continent africain est le théâtre de convoitises entre grandes puissances qui entendent y faciliter l'action des grands groupes multinationaux qu'ils soutiennent et protègent. L'accaparement des ressources est au cœur de leurs stratégies impérialistes et néocoloniales.

L'exercice de la puissance globale passait par le contrôle des énergies fossiles. Autrefois, le contrôle de la production et de l'approvisionnement en charbon était au cœur de la domination britannique. Ceux du pétrole et du gaz sont centraux pour les Etats-Unis et la Russie. Mais, parallèlement à cela, se met en place une géopolitique du renouvelable. Elle implique notamment la maîtrise de technologies telles que le nucléaire, l'accès aux capitaux et la création de normes. « La production minière s'inscrit dans ces deux géopolitiques faisant apparaître des géographies fluctuantes entre producteurs et consommateurs. Les chaînes de valeur deviennent des courroies de transmission de coopération, de confrontation ou d'agression. A cette complexité énergétique s'ajoute celle liée au déploiement des technologies critiques, comme les micro-processeurs, qui concentre la puissance sur un très petit nombre d'acteurs en mesure d'instrumentaliser les dépendances. »⁴⁵

⁴² Jean-Mathieu Albertini, « Brésil : la politique environnementale de Lula mise à rude épreuve », *Mediapart*, 19 juin 2023.

⁴³ Martine Orange, « Les Brics s'attaquent à la dictature du dollar », *Mediapart*, 25 août 2023.

⁴⁴ Edwy Plenel, « Un bilan de 2022 : « L'Histoire n'offre pas d'aller et retour », *Mediapart*, 30 décembre 2022.

⁴⁵ Thomas Gomart, *Les ambitions inavouées. Ce que préparent les grandes puissances*, Tallandier, 2023, p. 21-22.

Mais les incertitudes pèsent de tout leur poids dans les reconfigurations géopolitiques. Qu'en sera-t-il des conséquences de la crise écologique ? Comment les grandes puissances vont-elles déployer l'écologie marchande ? Comment vont-elles précipiter encore davantage le chaos climatiques et social ? Aujourd'hui, les énergies fossiles représentent plus de 80% du mix énergétique mondial. Alors qu'elles devraient être réduites de manière drastique, les émissions de gaz à effet de serre – qui ne sont elles-mêmes qu'une part de la crise écologique – ne cessent d'augmenter.

Le noyau capitalisme vert/énergie sera central pour comprendre comment les grandes puissances tentent de maintenir ou de regagner de la suprématie afin de garantir cette accumulation illimitée, nerf de la guerre du capital, source de dévastation sur les plans sociaux et écologiques.

Des résistances

Cependant, les grandes puissances ne dictent pas seules les données de la situation mondiale de demain. Elles font face à des acteurs dont la robustesse ne cesse d'étonner. Les classes populaires se révoltent inlassablement contre l'ordre du monde.

La résistance palestinienne n'est pas détruite par la politique d'extrême droite du gouvernement israélien. Même si des populations civiles paient le prix fort des politiques d'anéantissement et de destruction. Les faits du 7 octobre 2023 marqués par la prise pour cible par des combattants du Hamas de populations civiles israéliennes ainsi que la guerre totale sur la bande de Gaza déclenchée très rapidement après par le gouvernement israélien confrontent les mouvements sociaux et les associations internationalistes à la nécessité de construire de nouvelles solidarités. C'est le message délivré par certaines associations juives qui refusent de laisser emprisonner dans l'ultranationalisme religieux du gouvernement israélien. Parmi elles l'UPJB (Union des Progressistes Juifs de Belgique) a déclaré : « Les attaques meurtrières et les enlèvements dont ont été victimes depuis ce 7 octobre 2023 des centaines de civil-es habitant des localités israéliennes proches de la bande de Gaza constituent des crimes de guerre que l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) ne peut que condamner. Celles-ci nous choquent et nous affectent profondément. L'UPJB reconnaît cependant le droit à la résistance des Palestiniens, y compris armée quand elle vise des militaires ou des colons armés puisqu'ils sont victimes d'une occupation militaire interminable, de l'accaparement sans cesse croissant de leurs terres, de leurs ressources en eau et d'autres biens, de l'étouffement de leur économie, de la répression par l'armée de toute forme de résistance même non violente, de l'agressivité quotidienne de plus en plus souvent meurtrière des colons. »⁴⁶

Les mobilisations en solidarité avec la population palestinienne sont historiques. Elles font pression pour une autre géopolitique dans laquelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le refus de collaborer avec des gouvernements coupables de crimes de guerre sont centraux.

Ces mobilisations combattent pour qu'une humanité commune soit toujours possible. « Ce n'est pas seulement une humanité concrète, celle des vies irrémédiablement perdues, qui se meurt au Proche-Orient. C'est l'idée même d'une humanité commune que ruine la vengeance sans frein ni limites de

⁴⁶ « Crimes de guerre et crimes contre l'humanité en Israël/Palestine : Halte aux « deux poids deux mesures ». », upjb.be, 10/10/2023.

l'État d'Israël contre la population palestinienne de Gaza en riposte au massacre commis par le Hamas. »⁴⁷

L'élan populaire n'a pas disparu du théâtre de la géopolitique. Les petits et grands arrangements des puissances viennent se heurter aux mouvements de contestation et de révolte qui sont la norme plutôt que l'exception. Le récit dominant tend à invisibiliser cette donnée centrale. Les mouvements révolutionnaires et/ou contestataires sont une constante d'une mondialisation qui n'a rien d'heureuse pour les classes populaires et, plus généralement, les vivants. Comme le constate Partha Chatterjee, « Récemment, et en plusieurs occasions, des mobilisations populaires massives se sont produites dans différents pays, souvent avec une grande spontanéité. »⁴⁸ Révoltes du printemps arabe, *Occupy Wall street*, Gilets Jaunes, *Black Lives Matter*, Marches pour le climat, contestation des contre-réformes néolibérales des retraites, résistances contre le mépris des droits humains, etc. Ces mouvements « incarnaient sans aucun doute une aspiration forte des populations à un changement révolutionnaire : la transformation radicale d'un système devenu rigide, implacable, sans réactivité. »⁴⁹

Sur le théâtre de la géopolitique mondiale, les résistances sont multiples. Une résistance populaire en Ukraine a contribué à mettre en échec les projets du pouvoir russe d'une guerre rapide. Le régime iranien fait face à une révolte populaire dans lesquelles les mouvements de femmes occupent une place tout à fait déterminante.

Voici quelques années, le mouvement des Gilets Jaunes s'est opposé à certaines des composantes de l'ordre néolibéral. Les marches pour le climat sont emblématiques d'une conscience sociale écologique qui émerge et qui se heurte à la raison néolibérale. Alors qu'il est pris pour cible par de nombreux gouvernements qui rivalisent dans l'adoption de lois liberticides, le mouvement syndical reste un contre-pouvoir important dans nombre de pays. Les mobilisations sociales ne sont pas à la traîne mais peinent à trouver les relais politiques qui les porteraient vers des positions de force pour imposer les priorités sociales et écologiques. Jusqu'à quand ?

Le piège résiderait dans la considération que les enjeux géopolitiques sont inatteignables. Les féministes iraniennes, les résistances palestiniennes, les syndicats ukrainiens, les associations de défense des sans-papiers montrent à quel point la solidarité internationale est urgente et à quel point on ne peut l'attendre que d'en bas.

⁴⁷ Edwy Plenel, « Gaza, où meurt notre humanité », Mediapart, 7 décembre 2023,

<https://www.mediapart.fr/journal/international/071223/gaza-ou-meurt-notre-humanite>

⁴⁸ Partha Chatterjee, « Penser les révolutions depuis l'Inde », in Ludvine Bantigny, Quentin Deluermoz, Boris Gobille, Laurent Jeanpierre, Eugénia Palieraki (s.l.d.), Une histoire globale des révolutions, La Découverte, p. 32.

⁴⁹ *Idem*, p. 32.